

L'ALLEMAGNE ET LE COMMUNISME D'ÉTAT ⁽¹⁾

... (2) Oui, le socialisme qui préconise l'émancipation des classes ouvrières par l'État, par les États, par plusieurs grands États dont chacun, tendant nécessairement à se donner toutes les conditions économiques, commerciales, politiques et stratégiques nécessaires à sa conservation et au développement de sa large existence, aurait pour conséquence fatale la lutte des nations et des races, la négation la plus complète et la plus sanglante de l'humanité au-dehors et par conséquent l'oppression la plus tyrannique et l'exploitation la plus inique au-dedans. Ce sera entre les races différentes, en Europe, les Latins, les Germains et les Slaves, une lutte à mort pour décider laquelle des trois devra conquérir, asservir, anéantir, absorber les deux autres et elles s'entre-déchireront et s'entre-détruiront aussi longtemps qu'une nouvelle invasion de dizaines et de centaines de millions de véritables barbares venant de l'Asie, les innombrables populations de la Chine et du Japon réunies, ne viendront les réconcilier en les soumettant à un égal esclavage. Et en attendant, puisque cette terrible lutte de races en Europe nécessitera un déploiement formidable de forces militaires, le militarisme avec toutes ses conséquences et nécessités politiques et sociales sera plus que jamais à l'ordre du jour. Mais ce ne seront plus des armées permanentes séparées des populations, non ce seront les populations elles-mêmes tout entières transformées en armées permanentes, sous la baguette salutaire de la discipline militaire, comme aujourd'hui même nous le voyons déjà en Allemagne et en Prusse. Voici le dernier mot du système de Marx, à moins que les citoyens pangermanistes qui jurent sur la tête de Marx ne puissent vraiment lui polir un immense État international et centralisé en même temps, la République universelle - une absurdité qui ne vaut pas même l'honneur d'une réfutation.

Ce qu'ils rêvent vraiment, et cela en pleine connaissance de cause, c'est l'hégémonie allemande, c'est la toute-puissance pangermanique, d'abord intellectuelle et morale, et plus tard matérielle. Et sous ce rapport, je les accuse positivement de marcher et d'agir non de concert, non d'accord, mais parallèlement avec Bismarck, et vers le même but que lui, quoique par des voies différentes. Il ne me sera pas difficile de le prouver.

D'abord tous les marxistes, comme partisans du matérialisme en philosophie, sont des darwinistes. Ils appliquent, avec beaucoup de raison, selon moi, à l'histoire, au développement économique et politique des peuples, la loi de Darwin, celle du combat pour l'existence. Jusque-là, moi du moins, je n'ai rien à leur reprocher, parce que je crois aussi que cette loi régit aussi fatalement cette partie de la vie naturelle qu'on appelle l'histoire humaine, que le développement de la nature proprement dite ou physique. Moi aussi je repousse cette sentimentalité, dans l'étude de l'histoire passée, présente et à venir, qui consiste à s'accrocher à des existences qui, par leur propre incapacité d'exister et de se maintenir, sont fatalement condamnées à périr. Seulement je diffère profondément d'eux dans les conclusions pratiques actuelles qu'ils veulent bien tirer de ce principe. Et leur conclusion fondamentale est celle-ci: *La race germanique seule, y compris les populations anglo-saxonnes de l'Angleterre et de l'Amérique, y compris aussi celles de la Hollande et de la Scandinavie, ont seules désormais la capacité d'exister, l'énergie de s'étendre et de se développer, et par conséquent elle seule reste désormais la représentante légitime de l'humanité.*

Les conséquences de ce principe, de cette fausse et inhumaine mais très arrogante affirmation, sont faciles à tirer: 1- Toutes les populations proprement germaniques, et qui n'ont été séparées de la grande patrie tudesque qu'à la suite des malheureux incidents de l'histoire, la Hollande, une grande partie de la Belgique, les trois quarts de la Suisse et toute la Scandinavie, doivent y rentrer pour former un seul grand État républicain, fortement centralisé, unique propriétaire et capitaliste pour tous,

(1) Le titre attribué à ce document l'a vraisemblablement été par Max NETTLAU. (Note A.M.).

(2) Max NETTLAU signale l'absence des premiers feuillets de ce texte, en se référant à la numérotation de ce ceux-ci; il n'est donc pas possible de savoir s'il débutait à ce point (peu probable) ou s'il intervenait dans un texte ou en complément ou en variante d'un autre texte. (Note A.M.).

et tout de même populaire. Ne dites pas que je rêve. Non, l'*Internationale* elle-même, germanisée par leurs soins, fait ostensiblement aujourd'hui ce travail d'unification pangermanique. Avez-vous lu le programme et les règlements des sections internationales du Danemark? (3). Eh bien, je vous défie de trouver quelque chose de plus absorbant et de plus tyrannique. Ces internationaux-là ne se révolteront pas contre la suprême direction de Marx. Et voyez ce qui se passe aujourd'hui même en Suisse. Vous avez sans doute connaissance de ce fameux projet de réforme de la Constitution fédérale qui vient d'être voté par les représentants du peuple suisse à Berne et qui va être soumis, le 12 mai, à la votation du peuple lui-même (4). Il est très probable que ce projet sera accepté par la majorité des cantons. Eh bien, ce projet n'est autre chose que la mort de la liberté et par là même de l'existence indépendante et séparée de la Suisse.

Jugez-en vous-mêmes: sous prétexte de consolider les liens politiques et sociaux des populations différentes qui constituent l'être fictif qu'on appelle le peuple suisse, ce projet ne tend à rien moins qu'à concentrer tous les pouvoirs entre les mains du gouvernement fédéral. Désormais non seulement la suprême direction des affaires politiques, juridiques et économiques, mais aussi le pouvoir législatif, celui de faire des lois obligatoires pour tous les cantons appartiendra à l'Assemblée fédérale, à l'exclusion des assemblées cantonales. Il est vrai que pour calmer les défiances des populations urbaines, on a mis dans cette nouvelle Constitution une clause selon laquelle il suffit que 50.000 citoyens suisses ou cinq cantons demandent le référendum, pour que toute loi votée par les deux assemblées fédérales (le *Conseil national* nommé directement par tous les citoyens suisses, sans distinction de cantons; et le *Conseil des États* dans lequel chaque canton, pris à part, est représenté par deux députés), soit soumise à l'acceptation ou au rejet du peuple réuni en comices. C'est ce que ces bons Allemands, les démocrates-socialistes de l'Allemagne, appellent la votation directe des lois par le peuple, un mensonge odieux et perfide; car il est évident qu'il ne pourra ni discuter ni même comprendre les lois qu'on proposera à sa votation. Il n'aura pas même le droit de les amender et devra se contenter simplement de les adopter ou de les rejeter par un oui ou par un non. Il est clair que dans cette votation à l'aveugle, il sera conduit comme un aveugle par la providence toujours intrigante et active des politiciens bourgeois, ou ce qui est pis encore, des ouvriers qui se sont élevés à la hauteur des politiciens bourgeois. C'est pourquoi, au Congrès de Bâle, la majorité a repoussé cette proposition, un vrai cadeau d'Ulysse au peuple troyen, et voilà ce que les démocrates-socialistes de l'Allemagne ne veulent point nous pardonner. C'est pourquoi ils nous accusent de faire abstraction de la politique. Oui, de cette politique qui a pour objet la centralisation des pouvoirs de l'État, l'édification de ce mensonge qu'ils appellent l'État populaire, nous faisons certainement fi, et nous ne connaissons, nous, qu'une seule politique, celle qui va droit à l'abolition des États.

Je reconnais fort bien que la fédération cantonale de la Suisse n'est point du tout un idéal que nous puissions adorer. Comme toutes les organisations historiques d'un passé à la domination nobiliaire d'abord et plus tard bourgeoise, c'est une fédération aristocratique et bourgeoise, faite en vue de l'exploitation du travail populaire par les classes aisées, et dont la base même, la commune historique et présente, telle qu'elle est, contient déjà tous les germes de cette exploitation. Notre fédération à nous, c'est celle des communes socialistes, organisées fédérativement dans chaque lieu par les associations ouvrières, industrielles, agricoles, commerciales et scientifiques. Nos cantons ou nos provinces à nous,

(3) Une section de l'*Internationale* fut officiellement constituée le 15 octobre 1871 à Copenhague. Ses statuts, basés sur ceux de l'*Internationale*, furent rédigés par Louis Pio. Dans sa lettre du 10 mai 1872 à Lorenzo, Bakounine parle des «*néophytes du Danemark, qui ont introduit dans l'organisation de leurs sections une hiérarchie despotique, capable d'éveiller la jalousie des Allemands eux-mêmes*». (I.I.S.G. Inédit). (Note Max NETTLAU).

(4) Il s'agit de la Loi fédérale du 5 mars 1872, concernant la révision de la Constitution fédérale du 12 septembre 1848, soumise à la votation du peuple suisse et des cantons. Le *Parti ouvrier* de Genève publia un manifeste, daté de Genève, 13 avril 1872, dans l'*Égalité*, Genève, 7 mai 1872 et séparément (une page in-folio) sous le titre: *Adresse de l'Association politique ouvrière nationale de Genève aux ouvriers suisses*. Il engageait les ouvriers suisses à répondre NON à la votation du 12 mai. L'*Adresse* était signée, entre autres, par Jacques Grosselin et Henri Perret.

Le 5 mai 1872, H. Perret, secrétaire de la *Fédération romande*, envoya à Jung quelques exemplaires de ce manifeste accompagnés d'une lettre personnelle, dans laquelle il écrivait: «*Je dois te dire que le parti ouvrier a pris une attitude très énergique contre cette révision proposée au peuple suisse par la coalition des capitalistes de divers partis de la Suisse. Malheureusement, beaucoup de nos frères allemands sont entraînés dans cette idée de centralisation à outrance, Becker donne dans ces idées autoritaires. Tu liras notre manifeste et tu me diras ton opinion à ce sujet. Le plus curieux de l'affaire, c'est que les partis politiques vieux radicaux d'une partie de la Suisse, se sont emparés de notre manifeste et le lancent dans tous les Cantons. Aucun parti n'a fait quelque chose de sérieux. Je parle des antirévulsionnistes. Ils en sont réduits à prendre celui [le manifeste] d'un petit groupe d'ouvriers. La presse bourgeoise radicale l'appuie, c'est très drôle. Ils nous donnent une importance que nous ne possédons pas*». (I.I.S.G., Archives Jung). (Note Max NETTLAU).

ce ne seront pas tant des provinces territoriales, que les autonomies des mêmes branches d'occupation productive, formées par la fédération libre des associations autonomes dans chaque occupation ou métier. Par conséquent, nous ne pouvons avoir de tendresse particulière pour la fédération actuelle des cantons de la Suisse, et si nous la défendons contre le système de la centralisation du pouvoir politique, c'est précisément parce qu'au point de vue de l'État, elle est beaucoup moins parfaite, moins assouplie, moins puissante que cette dernière; et tout ce qui diminue la puissance de l'État augmente nécessairement la liberté des populations.

Le mouvement qui se produit actuellement en Suisse est fort intéressant à étudier. Naturellement les propagateurs de cette réforme dans tous les cantons, ce sont les barons de la Banque et tous leurs dépendants, ce sont les militaires, les fonctionnaires, les professeurs, les avocats, tous les doctrinaires de toutes les couleurs, avides de gros émoluments et de lucratives et honorifiques positions et fonctions, en un mot toute la gent qui se croit soit par droit d'héritage, soit par intelligence et instruction supérieure, appelée à gouverner la canaille populaire. Cette manie de centralisation est une sorte de peste qui envahit l'immense majorité de la classe éclairée, et c'est drôle à voir comment cette peste fait chaque jour de nouveaux progrès. Des hommes très intelligents et même très honnêtes, qui, hier encore, avertis par les restes d'un esprit indépendant et jaloux de la liberté, fulminaient contre le nouveau projet, aujourd'hui y sont convertis. Dans ces derniers jours, j'ai vu ici au moins une dizaine de ces conversions subites. Voici ce que m'ont dit les plus honnêtes:

«Écoutez, le projet est sans doute mauvais, il nous répugne, mais que voulez-vous, il est évident qu'il passera, et puisqu'il doit passer, ne vaut-il pas mieux que nous votions pour lui, de cette manière nous aurons gagné les sympathies - ils ont honte de dire les bonnes grâces - de ceux qui seront au faite du pouvoir et nous pourrons faire quelque chose d'utile pour notre localité, pour notre canton. Du reste, ajoutent-ils, l'autonomie des cantons n'est point complètement sacrifiée, puisque le projet laisse intact le Conseil des États dans lequel chaque canton se trouve séparément représenté».

Et ils oublient d'ajouter que ce Conseil d'État lui-même, ce dernier retranchement de l'autonomie cantonale, est mis en question par les faiseurs, par les terribles centralisateurs des cantons allemands.

Et savez-vous qui plus que tous les autres en met l'existence en question? Ce sont les classes ouvrières de la Suisse allemande: les démocrates-socialistes des cantons de Zurich, de Bâle et autres - et les ouvriers allemands d'une association ouvrière exclusivement suisse appelée le *Grütli-Verein*, tous les deux, les uns directement, les autres indirectement, inspirés par le programme politico-socialiste des internationaux de l'Allemagne, c'est-à-dire de Marx.

Oui, les sections internationales de la Suisse allemande plus qu'intimement liées avec les associations ouvrières de l'Allemagne, dirigées par les Liebknecht, les Hepner (5) et par beaucoup d'autres chefs et sous-chefs, littérateurs bourgeois faisant du socialisme, dont les trois quarts au moins [sont] juifs, et obéissent en dernière instance à la suprême direction de Marx. Oui, ce sont les internationaux allemands de la Suisse qui demandent la complète abolition de l'autonomie cantonale et l'inauguration de l'État centraliste et soi-disant populaire [de] la Suisse, avec le suffrage universel et le vote direct des lois par le peuple (6).

(5) Adolf Hepner (1846-1923), membre du *Parti social-démocrate allemand*, rédacteur du *Volksstaat*, délégué au Congrès de La Haye de l'A.I.T. (1872). (Note Max NETTLAU).

(6) La question de la législation directe par le peuple fut proposée à l'ordre du jour du Congrès de Bâle en 1869 par Karl Bürkli et Hermann Greulich au nom de la Section de Zurich. Voir: *Direkte Gesetzgebung durch das Volk. Référent et Antrag der Sektion Zürich an den am 6. September 1869 in Basel zu eröffnenden Kongress der internationalen Arbeiter-Assoziation. Im Auftrage der Sektion Zürich, der Referent: Karl Bürkli. Genève, Buchdr. von Vaney, [1869].* Les délégués de Zurich furent appuyés par Amand Goegg, délégué des sociétés ouvrières allemandes de Bâle, et par Caspar Loys Bruhin, procureur général du demi-canton de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne. Ils affirmaient, d'après le compte rendu qu'en fait Guillaume, que: *«pour les Suisses cette question était la plus importante de toutes, car, pour eux, l'État n'était pas une institution bourgeoise, mais le peuple lui-même; et si l'État est le peuple, il peut décider ce qu'il veut, et arriver au but de l'Internationale; à quoi Schwitzguébel et Fritz Robert répliquèrent que, bien que délégués suisses, ils ne croyaient point que par la législation directe on pût arriver à l'émancipation du travail. L'attitude de Bruhin n'était pas pour surprendre: mais ce qui nous étonna, ce fut celle de Liebknecht, venu à Bâle comme «délégué du Congrès d'Eisenach». Il déclara que «c'était être réactionnaire que de refuser la discussion de cette question»; qu'il ne fallait pas séparer les questions sociales des questions politiques; que les Français et les Belges avaient tort de se désintéresser des réformes d'ordre législatif, et que la question, qui leur paraissait sans importance, avait au contraire une importance majeure pour les pays où une réforme de ce genre pouvait être proposée et accomplie. Liebknecht nous apparut comme un simple démocrate, qui, en Suisse, eût*

Savez-vous ce que cela signifie? Ni plus ni moins que la germanisation de tous les cantons romands et italiens de la Suisse. Comptez un peu:

D'après l'*Almanach de Gotha* (7), pour une population de 2.670.000 habitants, il y a en Suisse à peu près: 1.843.000 Allemands, 640.000 Français, 144.000 Italiens, 42.000 Romands, 826.000 non Allemands (*).

Ainsi, la population allemande est plus que le double de la population non allemande, le triple de la population française, et à peu près treize fois plus forte que la population italienne. Jusqu'à présent les populations non allemandes ont pu sauvegarder leur autonomie nationale précisément grâce à la Constitution fédérale des cantons. Mais une fois cette Constitution abolie et remplacée par le pouvoir centraliste, il n'y a pas de raison, il n'y a pas de possibilité, que la race allemande n'écrase pas les deux autres races principales en Suisse. La majorité, ce dernier mot du suffrage universel, sera toujours allemande, et comme il est dans la nature de toute centralisation politique d'augmenter nécessairement ses prérogatives, son action, son pouvoir, en peu d'années les lois et les exécuteurs des lois, les fonctionnaires et la langue officielle, obligatoire pour tous les citoyens suisses, tout cela deviendra allemand.

Toute la Suisse deviendra une province germanique. Elle le deviendra de fait, car tôt ou tard et plutôt tôt que tard, elle se verra incorporée à l'Allemagne.

L'argument principal dont se servent les centralisateurs, c'est la nécessité évidente, disent-ils, de renforcer, de perfectionner et par conséquent de centraliser le système de la défense nationale, l'armée suisse, pour la rendre capable de tenir tête aux immenses armées des grands États voisins. Voyons si cet argument est défendable.

Dans un moment de crise, de détresse, la Suisse peut mettre sur pied une armée de 200.000 hommes. C'est immense, pour une population de 2.670.000 ou plutôt de 2.520.000 seulement, car il y a toujours en Suisse près [de] 150.000 étrangers. Donc 200.000 sur une population masculine de 1.260.000 hommes, les enfants, les vieillards et les infirmes y compris. Je le répète, c'est immense, et il suffit que la Suisse tienne sur pied de guerre toute cette armée, pour que dans un an, dans deux ans, il n'y ait plus de Suisse. Elle mourrait d'inanition, faute de travail et de commerce.

Cette armée aujourd'hui est répartie ainsi: armée régulière: 83.531 (tous les citoyens suisses de 20 à 30 ans); réserve: 50.418 (tous les citoyens suisses de 30 à 40 ans); landwehr: 67.000 (tous les citoyens capables de porter les armes jusqu'à l'âge de 44 ans et qui ne se trouvent ni dans la réserve ni dans la landwehr); total: 200.949.

Vous voyez bien que c'est toute la population valide, à moins qu'on n'y ajoute encore les jeunes gens de 16 à 20 ans et les hommes de 44 à 50 ans, après quoi il ne restera plus rien à ajouter.

Eh bien, les centralisateurs trouvent que cette armée, qui est déjà fort respectable, fort belle, très bien organisée, selon le dire de juges très compétents, ne l'est pas assez. Ils trouvent qu'elle n'est pas suffisamment disciplinée, ni suffisamment inspirée de l'esprit militaire, pas assez prussienne en un mot. Mais ils ne songent pas que pour former des soldats à la prussienne, il faut des Allemands, des Prussiens, c'est-à-dire un peuple d'esclaves, et qu'aucun peuple libre, tant qu'il voudra rester libre, ne consentira, ne pourra jamais se soumettre à la discipline des Prussiens. Ils veulent donc prussianiser les soldats suisses, et comme les soldats suisses c'est toute la population suisse, ils veulent donc prussianiser le peuple suisse, le transformer en un peuple d'esclaves.

Voilà le premier effet de la centralisation, c'est-à-dire de la germanisation. Voyons maintenant ce

été l'allié du procureur général Bruhin et du candidat au Conseil d'État Grosselin. Cinq délégués en tout, Goegg, Bruhin, Rittinghausen, Liebknecht et Starke (Bâle), insistèrent pour que la question de la législation directe fût inscrite à l'ordre du jour du Congrès. Deux délégués, Bakounine et Hins, combattirent cette proposition». Guillaume, L'International, tome 1, p.195. (Voir Archives Bakounine tome1, 1, la note 67 et 1, 2, la note 239).

Dans le canton de Zürich, le référendum fut inclus dans la Constitution et la Section de Zurich se prononça le 12 mai 1872 pour l'acceptation de la nouvelle Constitution fédérale, dont faisait aussi partie le référendum. (Note Max NETTLAU).

(7) *Almanach de Gotha. Annuaire généalogique, diplomatique et statistique.* Gotha, Justus Perthes, 1872, 10ème année, pp.772 et 774. (Note Max NETTLAU).

(*) Il faut ici et après entendre: *germanophones, francophones, italophones...* (Note A.M.)

qu'ils pourront gagner par cette réforme et par [cette] centralisation de l'armée suisse. Supposons que, sous tous les rapports, ils la rendent aussi parfaite que les plus beaux corps de l'armée prussienne, supposition inadmissible, car jamais ils ne parviendront à faire avaler tout le bâton de la discipline prussienne aux soldats, aux citoyens de la Suisse, fort amoureux de leur liberté. Donc ils ne l'avalent qu'à demi, ils ne seront disciplinés qu'à demi, et jamais le peuple suisse ne consentira à donner pour les dépenses de son armée tout ce qu'on fait donner au peuple prussien, donc l'armée suisse ne sera organisée qu'à demi, donc sous le rapport de la discipline et de l'organisation, l'armée suisse sera toujours inférieure à l'armée prussienne, toujours au point de vue du système prussien. Mais supposons toutefois qu'elle lui soit égale sous tous les rapports, qu'est-ce qu'un corps de 200.000 [hommes], si parfait qu'il soit, contre une armée d'un million et au besoin d'un million et demi et même de deux millions que peut mettre sur pied l'Empire d'Allemagne? Une bouchée, rien de plus.

On dira que derrière cette armée il y aura le peuple. Quel peuple? Le peuple entier ne sera-t-il pas dans l'armée? Il y aura les enfants, les vieillards, les infirmes, les femmes enfin qui défendront leurs foyers. Ah oui! de tels miracles de défense nationale [ne se rencontrent] que dans les pays où les populations jouissent de la plus grande indépendance locale; mais cette indépendance est incompatible avec le système de la centralisation, car le premier effet de ce système c'est de tuer tout esprit et toute énergie spontanée dans les populations, la centralisation les transforme en aveugles troupeaux. Ce qu'on trouvera derrière cette armée disciplinée à la prussienne, ce sera la trahison des banquiers, des gros bourgeois, des gros fonctionnaires, qui finiront par estimer qu'à la fin du compte il est beaucoup plus lucratif pour eux de faire partie d'un grand Empire où pour les gens riches, intelligents, entrepreneurs et habiles, il y a tout à gagner, l'exploitation des masses populaires s'y exerçant comme de raison sur un pied beaucoup plus large que dans une petite république. Il y aura, je le répète, ce qu'il y a eu derrière la défense nationale en France: la trahison.

N'y a-t-il pas déjà à Zürich, à Bâle, parmi les gros bonnets de l'industrie et de la banque, un parti allemand, un parti bismarckien? Enfin pour tout dire, les deux feuilles les plus canailles, les plus serviles, les plus réactionnaires et les plus bancocratiques de la Suisse: *le Journal* de Genève et *la Nouvelle Gazette* de Zürich, prennent ouvertement, passionnément le parti de la réforme centraliste.

Toute l'Allemagne politique suit ce mouvement avec une satisfaction qu'elle ne cache pas; et voici comment le juge une feuille semi-officielle de Bismarck, le *Berliner Tageblatt*:

«Les fédéralistes et les ultramontains, ces ennemis de l'Empire germanique, sont battus en Suisse. Le principe germanique a remporté la victoire sur le principe latin. La conséquence de cette victoire sera un penchant plus sympathique de la Suisse pour l'Allemagne. La Suisse allemande, malgré l'éducation française des classes élevées (?), est restée germanique. Avec le temps, une fois que la Suisse se trouvera dans l'impossibilité de se maintenir dans son état actuel, séparé, avec ses trois nationalités, toute la Suisse, le pays des passages alpins, de la tête de pont de l'Europe centrale, passera intégralement à l'Allemagne. Mais la Suisse et l'Europe n'y gagneront rien, tant que ne sera pas rétabli le vieil Empire germanique dont la décomposition date de l'empereur Maximilien 1^{er} et tant que tous les pays qui en avaient fait partie ne seront pas rentrés dans le giron de la grande patrie germanique».

Et ne pensez pas que ce soit les feuilles aristocratiques ou bourgeoises seulement qui raisonnent ainsi. Toute la presse de la démocratie bourgeoise de l'Allemagne est aujourd'hui infectée de ce pan-germanisme vorace, lequel, si on se donne la peine de bien analyser les évolutions de l'opinion politique de l'Allemagne, depuis 1815, fournira la clef de la plus grande partie des mouvements politiques et quasi révolutionnaires qui s'y sont succédé depuis cette époque. Et non la démocratie bourgeoise seulement, hélas! le *Parti de la démocratie socialiste*, fondé en Allemagne par les disciples de Marx, Lassalle d'abord, puis Liebknecht et C^{ie}, le parti qui recommande aux ouvriers de l'Allemagne de chercher leur émancipation au moyen de la transformation de l'État actuel en un État populaire, a contribué déjà beaucoup à faire participer à ces tendances même les classes ouvrières. Et savez-vous comment il leur présente cette tendance? Sous un prétexte très plausible, celui de la négation du principe des nationalités, négation qui eût été parfaitement juste si elle se faisait en faveur de l'internationalité, c'est-à-dire de l'humanité, mais qui devient inique du moment qu'on la réclame au profit d'une nationalité. Mais puisque l'État universel est impossible, nier les nationalités, le droit à l'autonomie des nationalités différentes au profit de l'État, signifie les nier au profit de la nationalité qui domine dans l'État.

C'est ce que font aujourd'hui, fourvoyés malheureusement par leurs chefs, les ouvriers allemands en Suisse et en Autriche. Ils le font très naïvement et la plupart du temps sans s'en douter eux-mêmes.

Ce sont les chefs seuls qui savent où ce principe doit conduire. Aussi je n'hésite pas à dire que la plupart de ces chefs font du pangermanisme dans l'*Internationale* et au moyen de l'*Internationale*, en pleine connaissance de cause; sans doute du pangermanisme à leur façon, non bismarckien, mais qui, bien malgré eux sans doute, aide singulièrement ce dernier.

Voici comment les ouvriers allemands raisonnent, et vous savez qu'ils raisonnent toujours et beaucoup, étant par nature, comme Allemands, beaucoup plus raisonneurs que révolutionnaires, l'esprit ou plutôt l'instinct pratique et naturel de la révolte, le diable qui pousse les hommes à des actes d'émancipation, leur ayant été toujours plus ou moins étranger. C'est un peuple doué d'une nature pieuse, obéissante et respectueuse. Et seuls les paysans de l'Allemagne ont montré jusqu'ici, notamment au XVI^{ème} siècle, que les populations allemandes, poussées à bout, peuvent à la fin se révolter aussi. Donc voici comment les ouvriers allemands raisonnent aujourd'hui: «*La question des nationalités est une question aristocratique et bourgeoise, elle doit céder le terrain à la grande question de l'émancipation du prolétariat; les ouvriers de toutes les langues sont frères*». Jusque-là très bien - nous aussi nous disons la même chose - mais les ouvriers allemands poussés par leurs chefs ajoutent: «*Nous devons nous unir tous, ouvriers de langues différentes, pour fonder un grand État populaire, car l'État seul, banquier et propriétaire unique, peut émanciper le prolétariat, organiser, consolider et protéger l'égalité et la justice, c'est-à-dire le travail populaire*». Nous demandons alors, quel État? Est-ce l'État universel, un État qui embrasserait tout le monde civilisé au moins? Non, un tel État est impossible. Donc, vous voulez plusieurs grands États séparés - c'est la négation de l'internationalité - et séparés pourquoi? géographiquement, ethnographiquement, historiquement, par la race, par la langue, par les mœurs, par le caractère de la civilisation. Comme Allemands, vous voulez naturellement un État allemand, vous ne pouvez ni en vouloir ni même en comprendre un autre. Mais alors, quand vous appelez les travailleurs parlant d'autres langues que la vôtre à venir fraterniser avec vous sous la bannière d'un État rédempteur unique, vous les invitez à se laisser pangermaniser, vous voulez que votre État pangermanique populaire, pour le bien même du prolétariat des autres nations, soumette ces nations sous son joug. Vous faites du bismarckianisme sans le savoir, comme le bourgeois gentilhomme faisait de la prose sans s'en douter.

Je me résume. Le principe de la majorité des nationalités devient juste, progressif, favorable au triomphe de l'humanité, lorsqu'il a pour corollaire celui de la négation des États. Il devient un principe antihumain, conquérant, tyrannique du moment qu'on prétend conserver l'État, les États.

Ce n'est pas seulement une conséquence logique que je m'amuse à déduire; je constate un fait. Les ouvriers allemands qui se trouvent en grande quantité en Suisse font aujourd'hui même cette propagande bismarckienne qui tend d'abord à centraliser la Suisse pour en faire plus tard une bouchée pour l'Allemagne - et en Autriche, vis-à-vis des Slaves, ils font la même chose.

Les ouvriers allemands de Vienne et des autres grandes villes de l'Autriche ont fortement rétrogradé depuis 1868. En 1868, obéissant à leurs propres instincts, ils avaient déclaré dans un meeting devenu célèbre, qu'ils n'étaient et qu'ils ne voulaient pas être des patriotes allemands; qu'ils ne connaissaient d'autre patrie que le camp des travailleurs unis du monde entier. Il n'y a plus, disaient-ils, que deux patries dans le monde, la patrie des travailleurs et la patrie des bourgeois.

Au commencement de l'hiver passé, dans un meeting tenu à Vienne, ils ont acclamé le grand État populaire allemand, déclarant que les Slaves qui voulaient s'en séparer faisaient les affaires de la réaction. Par là même, ils ont repoussé tout le prolétariat slave, car si les travailleurs slaves peuvent et doivent leur donner la main sur le terrain de l'internationalité, déblayé de tous les États, ils ne pourront ni ne consentiront jamais à se laisser parquer sous la bannière nationale du grand État pangermanique, quelque populaire qu'il se dise. C'est clair comme le jour.

Comment un changement si notable et si fâcheux a-t-il pu se produire dans les sentiments des ouvriers de Vienne, et cela dans l'espace de quatre ans? Le citoyen Liebknecht a passé par là; aidé par beaucoup de chefs se disant populaires, parmi lesquels au moins pour les trois quarts des littérateurs et publicistes juifs, il est parvenu à enrégimenter le prolétariat allemand des grandes villes de l'Autriche sous la bannière du grand *Parti de la démocratie-socialiste* que précisément, en cette année, les disciples de Marx avaient fondé en Allemagne (8).

(8) Le meeting de Vienne eut lieu le 26 septembre 1871. Voir Archives Bakounine I, 1, note 141. (Note Max NETTLAU).

Il faut que vous sachiez qu'il n'y a point d'autre organisation de l'*Internationale* en Allemagne que ce *Parti de la démocratie-socialiste ouvrière*. Le programme de ce Parti est opposé au vôtre. Il pose comme but immédiat de l'agitation ouvrière la conquête du pouvoir politique, déclarant que la liberté politique est la condition préalable de l'émancipation économique. D'ailleurs il est tout à fait logique; car du moment qu'il pense que l'émancipation du prolétariat et l'organisation du travail populaire doit se faire par l'État, et ne peut se faire que par lui, il doit avant tout s'emparer du pouvoir de l'État. Pour cela, il fait de l'agitation politique, poussant les ouvriers allemands à envoyer autant de représentants de ce Parti que possible au Parlement de l'Empire. Auparavant ils ont eu trois ou quatre députés de leur Parti, dernièrement ils n'en ont eu qu'un seul, Bebel (9), qui a fait des discours aussi magnifiques d'éloquence que d'impuissance. En eussent-ils cent, deux cents, trois cents et encore davantage, ils resteraient également impuissants, d'abord parce qu'un ouvrier membre du Parlement cesse d'être un ouvrier pur, c'est un homme de gouvernement. Il considère, alors même qu'il ne le veut pas, par la seule force de sa position, le peuple d'en haut, comme une masse plus ou moins bête et passive, qu'il a la mission de rendre heureuse. Et ensuite, parce que dans l'ordre politique actuel, dans tous les pays de l'Europe, les parlements ne sont plus rien; rien que des soupapes de sûreté pour l'État, ou des masques derrière lesquels se cache le pouvoir réellement despotique de l'État, fondé sur la banque, la police et l'armée.

Je me suis laissé entraîner un peu en dehors de mon sujet. J'ai dit que la doctrine professée par les internationalistes de l'Allemagne, Marx en tête, avait pour premier effet nécessaire de tendre à la rentrée de toutes les populations de race plus ou moins germanique dans la grande patrie tudesque. Le second effet, également nécessaire, c'est, toujours selon le système de Darwin, la pangermanisation successive et lente, mais certaine, selon les docteurs, des populations non germaniques de l'Europe, pour leur propre bonheur.

Comme parmi toutes les races humaines, la grande race indo-germanique s'est polie par le développement même de l'histoire, comme la représentante réelle, légitime, unique de l'humanité tout entière à l'exclusion de toutes les autres races. Ainsi dans la race indo-germanique, disent-ils, la race proprement tudesque se montre aujourd'hui seule capable de pousser encore plus en avant les progrès de l'humanité. S'ils font une exception, ce n'est certainement pour aucun peuple d'Europe, mais pour un peuple de la race sémitique... qui a eu le bon esprit de s'identifier tout particulièrement à la nation allemande.

Que tel est, en effet, leur jugement par rapport aux peuples de la race slave, ils le disent chaque jour trop clairement pour qu'il soit possible d'en douter. C'est leur sottise, leur infatuation historique. Toute l'histoire de l'Allemagne est proprement une lutte contre la race slave, la Prusse, cette clef de voûte de la puissance actuelle de l'Allemagne, n'est autre chose qu'un cimetière slave. Tous les Allemands croient instinctivement qu'ils ont la mission de civiliser, c'est-à-dire de pan-germaniser les Slaves. Cette illusion pourrait bien [avoir] pour eux des conséquences très amères. Les Allemands malgré toutes les horreurs qu'ils ont commises contre les populations slaves, ne sont point parvenus à les détruire. Aujourd'hui ce n'est plus possible. La haine que les Allemands ont su réveiller contre eux dans tous les cœurs slaves fait la force et l'union des populations slaves, elle a donné naissance au panslavisme. Car le panslavisme n'est autre chose que le produit négatif du pangermanisme. Pangermanisme et panslavisme sont également détestables, mais chacun d'eux produit l'autre à son tour, ils sont aussi ennemis et aussi inséparables que le sont l'Église et l'État.

Pour détruire le panslavisme et le pangermanisme, il n'y a qu'un seul moyen, c'est de les noyer simultanément tous les deux dans l'humanité, par l'abolition des États.

Mais ce n'est pas la race slave seulement, la race latine est également condamnée par la conscience des Allemands. Ils croient fermement qu'elle a fait son temps. Ils n'ont pas contre elle cette haine féroce qui les anime contre les Slaves - haine qui est cachée en partie par la crainte instinctive que les Slaves pourraient être appelés, plus tard, à les éliminer, à les remplacer, haine de vieux contre de plus jeunes qu'eux. Non, ils ont pour les Latins, qu'ils considèrent comme plus civilisés, plus polis, plus anciens dans l'humanité qu'eux-mêmes, une sorte de pitié mêlée de respect. *«Les peuples latins sont bien vieux et tout à fait épuisés, se disent-ils, mais ils sont si aimables, si agréables. Pourtant, il faut bien qu'ils finissent par mourir, et nous sommes incontestablement leurs héritiers, pourvu que ces maudits Slaves, ces vils esclaves que nous ne sommes point parvenus à écraser, ne viennent pas tôt ou tard nous disputer l'héritage!»*.

(9) August Bebel (1840-1913), député en 1867. En 1869, au Congrès d'Eisenach, il fonda avec Wilhelm Liebknecht le *Parti ouvrier social-démocrate allemand*. (Note Max NETTLAU).

Quiconque a étudié un peu sérieusement les Allemands devra reconnaître que j'ai exprimé là leur vrai point de vue, le sentiment le plus intime de leurs cœurs, sentiment que vous retrouverez dans tout Allemand pensant et politisant. Et l'on se tromperait beaucoup si l'on pensait que cette disposition ne se retrouve seulement que dans la bourgeoisie allemande; non, elle se retrouve également dans cette partie du prolétariat de l'Allemagne qui subit actuellement l'influence, selon moi très fâcheuse, pernicieuse, des littérateurs et politiciens du *Parti de la démocratie-socialiste*. Tous ces citoyens honorables et vraiment dignes de sympathie et d'estime sous bien des rapports, tous ces chefs du nouveau Parti, représentants du prolétariat au-dedans et de la race ascendante au-dehors, professent pour les faits et les hommes révolutionnaires de la race latine, cette sorte de piété à la fois respectueuse et indulgente que les enfants bien nés, éprouvent pour leurs parents vieillissants et condamnés à mourir. Ils ont pour eux toutes sortes de compliments et d'égarés, à condition toutefois qu'ils ne les empêchent pas de se développer et de marcher en avant, à leur guise, et que subissant eux-mêmes les conditions de cette marche progressive de leur puissance ascendante, ils se laissent en réalité mener par eux. A cette condition, ils leur feront toutes les concessions honorifiques possibles et leur laisseront toutes les apparences de l'initiative et de l'action, pourvu qu'ils gardent la puissance réelle. Ils sont pleins d'humanité et de politesse, autant que les Allemands sont capables d'être humains et polis, ils sont pour eux pleins de considération, parce qu'ils sont convaincus qu'eux, les Latins, doivent bientôt mourir. Ils disent volontiers: «*Nous, les Germains, nous sommes la race jeune, vigoureuse, barbare que les évolutions de l'histoire appellent aujourd'hui à remplacer la société latine et à donner au monde une civilisation nouvelle... Les Latins sont condamnés à mourir et à nous faire place, mais soyons pleins de respect pour eux, parce qu'ils sont tout de même les pères de notre civilisation*».

Tel n'est point leur rapport vis-à-vis de la race slave. Cette race a peu vécu dans le passé; actuellement elle est partout opprimée, donc c'est une race d'avenir, donc elle se présente comme une rivale, d'autant plus dangereuse qu'il n'existe en son sein aujourd'hui qu'un seul sentiment unanime, une haine profonde contre les Allemands, ses oppresseurs éternels. Et quoique les Allemands reconnaissent volontiers qu'il faut un peu de barbarie germanique pour renouveler la civilisation décrépite des Latins, les Slaves leur semblent par trop barbares, et la preuve, c'est que les Slaves, abandonnés à eux-mêmes, à leur développement autonome, n'ont jamais su ni vouloir ni créer une bourgeoisie en leur sein, ni constituer un État. La nature slave, foncièrement hostile à ces deux éléments essentiels de la civilisation, telle que les Allemands les plus démocrates et les plus socialistes la conçoivent, représente donc la barbarie absolue, l'anarchie. Vous voyez d'ici la conséquence; conformément à cette théorie, dans la marche progressive de l'histoire, la race latine représentait l'aristocratie, la race slave, la canaille populaire, et la race allemande, la bourgeoisie.

Eh bien, par rapport aux Allemands et aux Slaves, je trouve que cette théorie se rapproche assez exactement de la vérité. La race allemande, telle qu'elle s'est développée historiquement, au centre de l'Europe, a pris réellement la position et le caractère de la bourgeoisie, et la race slave s'est effectivement identifiée avec la canaille populaire toujours écrasée et toujours exploitée, soit par les classes, soit par les États, établis dans les pays slaves exclusivement par les Allemands. Et en voyant la tendance qu'on imprime actuellement au mouvement socialiste du prolétariat de l'Allemagne, tendance aboutissant à la fondation d'un grand et tout-puissant État pangermanique, je commence à penser qu'une alliance plus intime entre le prolétariat latin et slave deviendra urgente en vue de la délivrance réelle de l'Europe et des Allemands eux-mêmes de la tyrannie inséparable de l'existence des États.

Savez-vous comment cette haine et ce mépris systématiques des Slaves sont propagés actuellement par les chefs du Parti de la démocratie-socialiste au sein même du prolétariat de l'Allemagne? Pour l'apprendre, il n'y a qu'à ouvrir le *Volksstaat*, organe officiel de ce Parti, rédigé par Liebknecht, sous l'inspiration directe de Marx. En 1869 et 1870, il a publié une série d'articles (88), où s'est trouvée développée la pensée suivante: les Slaves sont une race essentiellement agricole, par conséquent rétrograde et réactionnaire. Nous devons les exclure de l'Internationale, parce qu'ils restent complètement étrangers à la civilisation moderne, fondée sur la production au moyen des capitaux. N'ayant jamais su développer une bourgeoisie dans leur sein, ils sont restés en dehors de ce mouvement économique de la concentration des capitaux producteurs entre les mains bourgeoises, par conséquent leur industrie, si industrie il y a, n'est point la grande industrie commanditée par les grands capitaux bourgeois et produisant pour le marché mondial. C'est une industrie barbare, primitive, pour sortir de la glèbe, ils doivent d'abord passer par le monopole bourgeois, qui seul est capable de créer l'agent de la révolution moderne, le prolétariat des grands établissements industriels et des villes. Ils n'ont point d'ouvriers, ils n'ont que des paysans; et nous avons assez de nos propres paysans, nous ne savons déjà qu'en faire. Nous serions bien fous de nous embarrasser encore [de] 100 millions de paysans slaves.

L'*Internationale*, telle que les communistes autoritaires de l'Allemagne l'entendent, tend évidemment à la création d'une classe dominatrice et par conséquent bourgeoise nouvelle, celle des ouvriers de l'industrie manufacturière et des villes, imposée comme classe gouvernante, détentrice du pouvoir politique nouveau et comme chef collectif, mais fictif, non réel de l'État, aux millions qui cultivent la terre. Je dis fictif, non réel, parce qu'il est évident que dans un grand État savamment centralisé, organisé et politiquement dirigé, ce ne sera pas même la masse des ouvriers des villes, mais seulement leurs chefs qui pourront gouverner l'État; ce qui, au-dessus de cette nouvelle bourgeoisie ou classe dominante, et par conséquent exploitante, des ouvriers des villes, donnera naissance à une bourgeoisie moins nombreuse et plus privilégiée encore, celle des directeurs, représentants et fonctionnaires de l'État soi-disant populaire.

Cette tendance des ouvriers des villes à former une aristocratie, une classe dominante ou politique nouvelle, leur est malheureusement inhérente plus ou moins dans tous les pays de l'occident de l'Europe. Elle s'est développée pendant des siècles, par [la] séparation qui s'est faite successivement dans l'histoire entre le développement relativement beaucoup plus rapide des villes et la stagnation relative des campagnes. Elle s'est accrue par l'influence que la bourgeoisie a exercée partout sur le prolétariat des villes et par la participation directe de ce dernier à toutes les évolutions de la politique bourgeoise, jusqu'à nos jours. Il en est résulté entre les travailleurs des campagnes et les travailleurs des villes, une apparence d'antagonisme d'intérêts. L'antagonisme réel n'a jamais existé et n'existe qu'entre l'aristocratie propriétaire de la terre et la bourgeoisie détentrice des capitaux. Et cette apparence s'est accrue par la sottise et bourgeoise vanité des ouvriers des villes, dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, les ouvriers des villes s'imaginèrent du haut de leur soi-disant instruction, avoir le droit de mépriser l'ignorance des paysans.

Tous ceux qui ont vraiment à cœur le triomphe de la révolution sociale doivent déplorer cette séparation néfaste qui existe entre le prolétariat des villes et le prolétariat des campagnes. Tous leurs efforts doivent tendre à la détruire, car nous devons être tous bien conscients de ceci, que tant que les travailleurs de la terre, les paysans, n'auront pas donné la main aux travailleurs des villes, pour une action révolutionnaire commune, tous les efforts révolutionnaires des villes seront condamnés à des fiascos inévitables. Toute la question révolutionnaire est là: il faut la résoudre, ou bien périr.

Michel BAKOUNINE.
